



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le GSsA et le PS menacent la crédibilité de la Suisse aux plans économique et de la politique de sécurité

L'interdiction des exportations menace la sécurité et annihile des places de travail

Le Cercle de travail Sécurité et technique de défense (CSTD) salue la décision du Conseil fédéral de rejeter sans contre-projet l'initiative « Pour une interdiction des exportations de matériel de guerre ». Cette initiative torpille la politique de sécurité de la Suisse, dans la mesure où la capacité d'intervention de l'armée ne pourrait plus être garantie sans notre propre industrie d'armement. En cas d'acceptation de l'initiative, des milliers de places de travail hautement spécialisées seraient annihilées. Cela nuirait également à la réputation de la Suisse en tant que partenaire économique de confiance. Le CSTD rejette cependant un durcissement d'une politique d'exportation, telle qu'elle est représentée par la révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre (OMG).

Zurich, le 27 août 2008 – Lors de sa séance de mercredi, le Conseil fédéral a approuvé le message relatif à l'initiative populaire du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Il estime, à raison, que la législation actuelle en matière des exportations d'armement, qui a fait ses preuves, tient compte de manière équilibrée des impératifs de la politique extérieure, de la politique de sécurité et des intérêts économiques de la Suisse. Il souligne une nouvelle fois l'importance d'une industrie de l'armement fonctionnelle en Suisse pour le maintien des technologies essentielles à la défense du pays.

« Par leur tentative de liquider l'industrie de l'armement restante en Suisse, le Groupe pour une Suisse sans armée torpille et consorts torpillent une fois de plus de manière ciblée la politique de sécurité, qui bénéficie du soutien du Conseil fédéral, du Parlement et du peuple », estime le Conseiller national Jean-François Rime, co-président du Cercle de travail Sécurité et technique de défense (CSTD). « Car, sans possibilité d'exportation, pas d'industrie de l'armement privée, et sans base industrielle, pas de développement crédible de la politique de sécurité indépendante de la Suisse. »

Totalement inutile pour la paix dans le monde – extrêmement dommageable pour la Suisse

La part suisse sur le marché international de l'armement est anecdotique, et un renoncement aux exportations suisses n'aurait aucun effet sur la paix dans le monde. Aucun conflit ne serait résolu et on ne dépenserait pas un franc de moins pour l'armement, à l'échelle mondiale. Une interdiction des exportations suisses profiterait en revanche à la concurrence étrangère et au commerce international des armes. On parle déjà du manque de fiabilité des fournisseurs suisses. Cela aurait de graves conséquences pour l'économie suisse et le marché du travail en Suisse – mais n'apporterait aucun avantage aux populations civiles victimes de conflits armés.

Une conversion forcée annihilerait des places de travail hautement qualifiées dans l'industrie et la recherche

Du fait que l'industrie suisse de l'armement a absolument besoin de possibilités d'exportation, elle perdrait sa base existentielle en cas d'acceptation de l'initiative. De nombreuses entreprises hautement spécialisées de l'industrie des machines et des équipements électrique, ainsi que de nombreuses PME de toute la Suisse, qui comptent parmi ses fournisseurs, devraient fermer leurs portes ou abandonner certains secteurs de production et restructurer leur entreprise. Des milliers de places de travail hautement qualifiées seraient perdues. Enfin, la perte de sécurité juridique et de confiance nuirait à l'ensemble de l'industrie suisse d'exportation. Les clients et les Etats acheteurs ne comprendraient pas le boycott suisse.

Les auteurs de l'initiative envisagent une aide étatique à la reconversion pendant dix ans, financée par les impôts. « *Une telle politique de restructuration interventionniste serait complètement fautive, du point de vue de l'économie publique et de la gouvernance économique* », relève le Conseiller aux Etats Bruno Frick, co-président du CSTD. Les entreprises subventionnées par l'Etat détruiraient des marchés et des places de travail existants d'entreprises suisses actives dans ces secteurs. Les expériences réalisées à l'étranger montrent que de tels projets de reconversion se soldent par un échec dans 80 à 90 pour cent des cas.

Le CSTD est consterné que le parti socialiste en vienne à soutenir des projets radicaux du GSsA contre la politique économique et de sécurité en vigueur. Ce parti le fait de manière opportuniste, au détriment des travailleurs et de la sécurité de la Suisse.

Le CSTD s'oppose au projet absurde et dommageable du GSsA, et est convaincu que la majorité des électeurs suisses apporteront leur soutien à la politique économique et de sécurité réaliste en vigueur et rejetteront cette initiative irresponsable et dangereuse.

La Suisse, un modèle pour le contrôle des exportations

Le CSTD rejette la révision de l'ordonnance sur le matériel de guerre (OMG) que le Conseil fédéral a lancé ensemble avec le message par l'initiative. La Révision représente un net renforcement des critères d'exportation. « Notre législation satisfait pleinement aux standards européens. Un durcissement serait inutile et nuisible », a déclaré le Conseiller aux Etats Bruno Frick, co-président du cstd. Les critères actuels d'autorisation d'exportation d'armes satisfont à un standard éthique de haut niveau et tiennent compte, entre autres, du maintien de la paix, de la sécurité internationale et de la situation intérieure du pays de destination. L'industrie suisse de technique de défense continuera à avoir besoin de conditions légales de base fiables et claires.

Pour tout complément d'information

Cercle de travail Sécurité et technique de défense
Case postale 65
8024 Zurich
E-Mail: mail@asuw.ch

Conseiller aux Etats
Bruno Frick
co-président
Tél. : 055 / 418 30 33

Conseiller national
Jean-François Rime
co-président
Tél. : 079 / 230 24 03

Le Cercle de travail Sécurité et technique de défense (CSTD) défend une politique de sécurité et d'armement réaliste et adaptée aux dangers et aux opportunités actuels. Une quarantaine de personnalités des milieux de la politique, de l'économie et de la science s'engagent en faveur de conditions cadre équitables pour l'industrie suisse de l'armement. Ces conditions doivent être définies sur la base du contexte européen et des besoins de la politique de sécurité de la Suisse. Pour en savoir plus : www.asuw.ch / www.cstd.ch

Membres du cercle de travail (asuw):

CN Alexander J. Baumann
 CE Peter Briner
 CE Rolf Büttiker
 CE Hermann Bürgi
 CdE Josef Dittli
 CN Corina Eichenberger
 CN Eduard Engelberger
 CN Charles Favre
 CE Jean-René Fournier
 CE Bruno Frick
 CN Ursula Haller
 CdE Ernst Hasler
 CN Brigitte Häberli-Koller

CN Gabi Huber
 CN Markus Hutter
 CE Filippo Lombardi
 CN Peter Malama
 CN Werner Messmer
 CN Walter Müller
 CN Guy Parmelin
 CN Jean-François Rime
 CN Johann N. Schneider-Ammann
 CN Pius Segmüller
 CN Luzi Stamm
 CE Philippe Stähelin
 CN Christian Wasserfallen

Stephan Bieri, Ancien président du Conseil des EPF
 Hans-Ulrich Bigler, Directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)
 Markus Blass, Président de la SSOART
 Hervé De Weck, Rédacteur en chef de la RMS à la retraite
 Peter Forster, Rédacteur en chef Schweizer Soldat
 Stefan Hostenstein, KOG ZH
 Robert Keller, Ancien Conseiller national
 Daniel Lätsch, Directeur ACAMIL
 Arthur Liener, Chef d'état-major général à la retraite
 Urs Ramseier, Société Suisse Technique et Armée (STA)
 Urs Rinderknecht, Association de politique de sécurité et de techniques de défense
 Ulrich Schläuer, Ancien Conseiller national
 Carlo Schmid-Sutter, Ancien Conseiller aux Etats
 Andreas Richner, Directeur